

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **16854 C**

Inscrit le 7 août 2003

Audience publique du 13 janvier 2004

**Recours formé par les époux ... – ...
contre l'administration des Contributions Directes
en matière d'impôt sur le revenu
- Appel -
(jugement entrepris du 2 juillet 2003, n° 15585 du rôle)**

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 7 août 2003 par Maître Marc Kleyr, avocat à la Cour, au nom de ..., indépendant, demeurant à L-..., et de son épouse ..., sans état, demeurant à L-..., contre un jugement rendu en matière d'impôt sur le revenu par le tribunal administratif à la date du 2 juillet 2003, à la requête des actuels appelants contre une décision du bureau d'imposition de Dudelange.

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 15 octobre 2003 par le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein.

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris.

Où le magistrat-rapporteur en son rapport et Maître Marc Kleyr, ainsi que le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein en leurs observations orales.

Par requête inscrite sous le numéro 15585 du rôle et déposée le 8 mai 2002 au greffe du tribunal administratif, Maître Marc Kleyr, avocat à la Cour, au nom de ..., indépendant, demeurant à L-..., et de son épouse ..., sans état, demeurant à L-..., a demandé la réformation, sinon l'annulation d'un bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 1995, émis le 29 juin 2000 par le bureau d'imposition Dudelange et, pour autant que de besoin, de la lettre d'avis de redressement ou de dérogation du même bureau d'imposition du 8 août 2000, ainsi que, pour autant que de besoin encore, d'une décision implicite de rejet de leur réclamation du 1^{er} septembre 2000 du directeur de l'administration des Contributions directes.

Par jugement rendu contradictoirement en date du 2 juillet 2003, le tribunal administratif a déclaré le recours irrecevable.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 7 août 2003, Maître Marc Kleyr, au nom des époux Weistroffer-Dorres, a relevé appel du prédit jugement.

Les parties appelantes, après avoir rappelé les circonstances de l'affaire, font valoir que le courrier du 1^{er} septembre 2000 envoyé par Jean-Marie Boden doit être considéré comme une réclamation contre le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1995, que les conditions de forme prévues au paragraphe 249 AO sont remplies, et que le recours exercé en date du 8 novembre 2002 devant le tribunal administratif doit être qualifié de recevable.

Quant au fond, les appelants réitèrent leurs moyens de première instance concernant l'application conjointe des articles 7 (2) et 105 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et le fait que l'acquisition des terrains achetés à partir du prêt bancaire ... a été faite dans l'expectative de générer un jour des revenus.

Ils demandent à la Cour de dire que les intérêts débiteur accrus sur le susdit compte-prêt auprès de la BIL à hauteur de 774.855.- francs sont déductibles intégralement en tant que frais d'obtention dans la catégorie des revenus de location de biens au titre de l'année d'imposition 1995, et subsidiairement de dire qu'il y a lieu à annulation du bulletin d'imposition du 29 juin 2000.

Dans un mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 15 octobre 2003, le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein demande la confirmation du jugement entrepris.

La requête d'appel est recevable pour voir été introduite dans les formes et délai de la loi.

C'est à juste titre que les premiers juges ont estimé que le courrier adressé par Jean-Marie Boden à une préposée du bureau d'imposition de Dudelange le 1^{er} septembre 2000 est un commentaire sur la position prise par le prédit bureau d'imposition quant à la question de la déductibilité des intérêts débiteurs en tant que frais d'obtention dans la catégorie de revenus de location de biens, et ce dans le cadre d'une tentative d'obtenir du bureau d'imposition le retrait du bulletin en application du paragraphe 94 AO, le prédit courrier ne comporte pas d'indication quelconque concernant une demande, ni même l'expression de la volonté des parties appelantes concernant les suites à donner à cette lettre, et, d'autre part, Jean-Marie Boden, même s'il a la qualification d'expert-comptable, ne se présente pas comme mandataire des appelants aux fins d'une réclamation.

Il s'ensuit que le courrier prérelaté, adressé par ailleurs au bureau d'imposition de Dudelange et non pas directement au directeur de l'administration des Contributions, ne peut être qualifié de réclamation au sens du paragraphe 249 AO.

L'introduction d'une réclamation valable étant le préalable nécessaire à un recours contentieux aux termes du paragraphe 228 AO, les premiers juges ont dit à bon droit que le recours introduit par les parties appelantes en date du 8 novembre 2002 encourt l'irrecevabilité omissio medio.

L'acte d'appel n'étant pas fondé, le jugement entrepris est à confirmer dans toute sa teneur.

Par ces motifs,

la Cour, statuant contradictoirement,
reçoit l'acte d'appel du 7 août 2003,
le dit non fondé et en déboute,
partant **confirme** le jugement entrepris du 2 juillet 2003 dans toute sa teneur,
condamne les appelants aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi jugé par

Marion Lanners, présidente
Christiane Diederich-Tournay, 1^{er} conseiller, rapporteur
Marc Feyereisen, conseiller,

et lu par la présidente Marion Lanners en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny May.

le greffier en chef

la présidente